

Protectionnisme et naissance du catalanisme

Jeanne MOISAND

Le catalanisme est souvent réduit par ses détracteurs à une réaction d'égoïsme économique et fiscal. Jeanne Moisand montre qu'il s'est d'abord identifié à la défense du protectionnisme espagnol et de son Empire. Ce n'est qu'après la perte de ce dernier que l'identité économique catalane a été opposée à la nation espagnole.

Le catalanisme est souvent réduit par ses détracteurs à une réaction d'égoïsme économique et fiscal. Elle serait propre aux habitants d'une région industrielle très riche, peu enclins à la solidarité envers les régions espagnoles plus pauvres. Face à cette interprétation peu reluisante, les catalanistes tendent à l'inverse à accentuer les racines culturelles et politiques du mouvement. Cette séparation étanche entre le domaine du culturel et celui de l'économique, qui oriente le plus souvent les explications du catalanisme, apparaît pourtant largement artificielle. L'importance des débats sur le protectionnisme et le libre-échange dans la cristallisation du mouvement au XIX^e siècle montre en effet à quel point les questions économiques revêtent alors une dimension identitaire et culturelle. Tout comme les autres idéologies européennes contemporaines sur le commerce extérieur¹, la force du courant protectionniste catalan repose en effet tout autant sur des idées et des croyances très amplement répandues que sur des intérêts économiques. À l'inverse, la fabrication d'imaginaires régionaux et nationaux de la Catalogne est aussi conditionnée par des facteurs économiques et sociaux, et parmi eux par la prégnance des discours de défense d'un marché du travail protégé. Reposer aujourd'hui la question du protectionnisme catalan du XIX^e siècle, en l'analysant à la fois dans ses dimensions socio-économiques, politiques et culturelles, permet d'articuler les différentes étapes de l'interprétation de la naissance du catalanisme.

¹ TODD D., « Le protectionnisme, un libéralisme internationaliste. Naissance et diffusion, 1789-1914 », <http://www.laviedesidees.fr/Le-protectionnisme-un-liberalisme.html>, mis en ligne le 20/10/2009 ; et *L'Identité économique de la France, Libre-échange et protectionnisme (1814-1851)*, Bernard Grasset, Paris, 2008.

Protectionnisme et libertés politiques

Comme ailleurs en Europe, les libéraux espagnols du début du XIX^e siècle associent liberté politique et liberté économique, reconnaissant les vertus de la liberté commerciale. Si certains monopoles coloniaux restent en place, comme celui du tabac aux Philippines, le système mercantiliste est globalement démantelé sous l'effet des indépendances américaines et des réformes libérales du commerce dans les colonies. En Catalogne cependant, les économistes estiment dès le début du XIX^e siècle que l'écroulement du commerce extérieur espagnol, qui accompagne les indépendances américaines, rend la liberté complète de douanes inapplicable en Espagne. Eudald Jaumandreu (1874-1840), professeur d'économie de la Junte de Commerce de Barcelone, défend ainsi, avant l'Allemand Friedrich List (1789-1846), considéré comme le premier penseur protectionniste, un système de commerce extérieur plus ou moins ouvert selon l'état de développement économique de chaque pays. Au cours des décennies suivantes, les leaders du mouvement protectionniste catalan, comme le grand commerçant et industriel Joan Güell i Ferrer (1800-1872), poursuivent dans cette veine. Ils parviennent à diffuser leurs écrits et à mobiliser la population par des pétitions très suivies localement².

Avant cela toutefois, une disjonction entre libertés politiques et libertés économiques apparaît dès les années 1840 à l'échelle de toute l'Espagne³, selon une chronologie similaire à celle de la France. Porté par un mouvement de juntes populaires, qui s'oppose à la fermeture du règne libéral d'Isabelle II (1833-1868) par la régente Marie-Christine, le général progressiste Espartero s'impose en 1840 comme régent. Il déçoit cependant très vite les attentes de ses partenaires progressistes et radicaux en adoptant des mesures impopulaires en matière fiscale, et en préparant secrètement la signature d'un traité commercial avec le Royaume-Uni. À Barcelone, l'opposition à Espartero, qu'on dit vendu aux Anglais, devient particulièrement intense. Elle donne lieu à de violentes mobilisations de rues lors des « Ébullitions » (*Bullangues*) de 1842 et de 1843, au cours desquelles le régent fait bombarder la ville. Le protectionnisme catalan s'avère ainsi porté dès ses origines par les secteurs urbains radicaux de l'artisanat et du monde ouvrier, tout autant que par les fabricants les plus riches.

² LLUCH MARTÍN E., *El Pensament econòmic a Catalunya (1760-1840), Els orígens ideològics del proteccionisme i la presa de consciència de la burgesia catalana*, ed.62, Barcelona, 1973.

³ SÁNCHEZ LEÓN P., *Libertad económica versus pluralismo político: la movilización a favor del libre comercio en Inglaterra y en España, 1840-49*, Madrid, Instituto Universitario Ortega y Gasset, 2000.

Comme dans la France de la Monarchie de Juillet, le combat pour les libertés politiques devient dès lors compatible en Espagne avec la lutte contre la liberté des douanes. L'historiographie récente du catalanisme souligne précisément l'attachement particulier de la société catalane à ces libertés politiques, ce qui pourrait peut-être expliquer l'intensité particulière de la mobilisation protectionniste en Catalogne. Selon l'historien Borja de Riquer en effet, l'affirmation du particularisme catalan serait due à la précocité de l'émergence d'une « société civile » en Catalogne par rapport au reste de l'Espagne. Elle reposerait sur le développement d'un très dense réseau associatif, qui aurait permis l'ample participation des Catalans à l'espace public malgré leur inscription dans un État archaïque, militarisé et déficitaire en service éducatif⁴. Au cours des décennies 1850 et 1860 cependant, les positions des discours sur le protectionnisme et sur le libre-échange se déplacent, obscurcissant l'affiliation des protectionnistes à la lutte pour les libertés politiques.

La victoire d'un protectionnisme liberticide ?

Après le retrait d'Espartero (1843), les libéraux modérés gouvernent sans partage la monarchie d'Isabelle II et maintiennent un régime de douanes protectionniste, voire prohibitionniste pour certains produits, nourrissant à la fois la contrebande et l'activité policière destinée à la réprimer. C'est dans ce contexte de restriction des libertés politiques et économiques qu'une campagne internationale en faveur du libre-échange est lancée depuis le Royaume-Uni, bien accueillie à Madrid et dans les villes commerçantes de Cadix et de Jerez. Les débats sur le commerce extérieur s'intensifient après 1856, alors que les progressistes sont à nouveau relégués à la marginalité politique, et que l'économie espagnole entre dans une phase de croissance. Une « Association pour la réforme des tarifs de douanes » est fondée à Madrid en 1859 par des économistes progressistes et démocrates, et rappelle les associations anglaise et française du même genre. Ses fondateurs sont aussi impliqués dans la fondation de l'« Association pour l'abolition de l'esclavage » (1865)⁵.

En 1868, une révolution libérale détrône Isabelle II, et permet au « groupe des économistes » madrilènes d'occuper temporairement le pouvoir. Un nouveau tarif de douanes

⁴ RIQUER I PERMANYER B. de, *Identitats contemporànies: Catalunya i Espanya*, Barcelona, Eumo Editorial, 2000, p. 215 et suiv.

⁵ SCHMIDT-NOWARA C., *Empire and Antislavery, Spain, Cuba and Puerto Rico, 1833-1874*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999, chap. 3, p. 57.

plus libéral est immédiatement adopté (1869), ainsi qu'une nouvelle constitution plus respectueuse des libertés politiques (1869), pendant que l'abolition de l'esclavage est décrétée à Puerto Rico (1873). Pour lutter contre le nouveau tarif de douanes sont alors fondées en Catalogne les premières associations protectionnistes, qui s'inspirent elles aussi de modèles étrangers. Le Sextennat Démocratique (1868-1874) ne dure cependant pas suffisamment longtemps pour que la nouvelle législation soit pérennisée. Avec la Restauration (1875-1923), alors que les libertés politiques sont menacées, le tarif de 1869 est modifié dans un sens protectionniste. Cette orientation marque le succès de la mobilisation des nouvelles associations protectionnistes catalanes, qui fusionnent en 1889 dans l'association pour l'« Encouragement du Travail National » (*Fomento del Trabajo Nacional*). Dirigé par les grands patrons textiles catalans et par les proches de ces derniers, le FTN recrute néanmoins parmi l'ample vivier du petit patronat catalan⁶.

Si l'identification de la mobilisation protectionniste à la lutte pour les libertés politiques individuelles décroît après 1850, sa liaison au combat pour les libertés catalanes s'établit en revanche de plus en plus fermement. La campagne protectionniste mobilise massivement en Catalogne en 1869, lorsque le nouveau tarif est contesté dans les rues par des milliers de personnes. Au cours des années 1880, de fréquents meetings donnent à nouveau lieu à la rédaction de pétitions et à des manifestations. La cause protectionniste est reprise par le premier programme catalaniste, publié en 1885 : le *Mémoire en défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne*, connu sous le nom de *Memorial de Greuges* (Mémorial des Grieffs). La troisième partie de ce célèbre texte (qui en compte quatre) présente la demande d'un « État protectionniste ». Le discours libre-échangiste y est vivement critiqué, tant pour son anti-catalanisme que pour sa dénégation des aspirations protectionnistes de tous les Espagnols. L'absence de « défense des intérêts nationaux » dans le reste de l'Espagne y est présentée comme une conséquence de la « faiblesse dans laquelle vit son peuple »⁷, tant en termes d'organisation économique que politique. Selon les catalanistes de 1885, l'intensité de la mobilisation protectionniste locale repose donc avant tout sur la politisation particulière de la société catalane, et notamment sur son tissu associatif. Loin de la « société civile » qu'on

⁶ Le FTN recense en effet 15 000 inscrits en 1914, dans un contexte où l'industrie catalane reste encore très faiblement concentrée et majoritairement composée de fabricants petits et moyens. REY REGUILLO F. del, *Proprietarios y patronos. La política de las organizaciones económicas en la España de la Restauración (1914-1923)*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, 1992, p. 161.

⁷ *Memoria en defensa de los intereses morales y materiales de Cataluña*, Barcelona, Imp. Barcelonesa, 1885, p.114-115.

présente cependant aujourd'hui, supposée plus pacifiste et anti-militaire que le reste de la société espagnole, ces associations catalanes soutiennent cependant fortement l'implication de l'armée dans la lutte coloniale, qui alimente la puissance des militaires au sein des régimes libéraux espagnols.

L'identité économique d'une nation impériale et la crise de 1898

L'effort de redéploiement de l'empire espagnol après la fracture des indépendances américaines est en effet particulièrement soutenu en Catalogne, et nourrit profondément le discours protectionniste catalan. La défense conjointe de la production nationale et du commerce colonial apparaît même comme l'une de ses dimensions les plus spécifiques. À l'inverse des protectionnistes français, anti-esclavagistes qui luttent contre les producteurs de canne à sucre des colonies pour défendre les producteurs de betterave métropolitaine, leurs équivalents catalans estiment nécessaire la « solidarité » entre péninsule et colonies, et l'intégration de leurs marchés.

La révolution libérale espagnole de 1868, bientôt doublée du premier soulèvement indépendantiste des nationalistes cubains, accorde aux Créoles (descendants d'Espagnols) des Antilles l'égalité de représentation politique aux *Cortes*. Ce renforcement de l'intégration politique entre colonies et péninsule, qui composent désormais à part égale la nation impériale espagnole, permet aux protectionnistes d'exiger une contrepartie économique. La « Loi des Relations commerciales » de 1882, et le tarif de douanes protectionniste de 1891, renforcent l'assignation de Cuba au rôle de marché captif de consommation des textiles catalans et du blé péninsulaire, productions dont les capacités de vente sont alors sérieusement compromises par la crise économique mondiale. Ces mesures, pensées comme les marques d'une solidarité économique nationale, suscitent l'opposition des exportateurs cubains (qui préfèrent commercer avec les États-Unis) et des consommateurs. En 1891, les corporations économiques cubaines entament un « mouvement économique » d'opposition aux réformes douanières. En 1895, les nationalistes cubains se soulèvent à nouveau contre l'Espagne, obtenant bientôt le soutien des États-Unis. Ils sont rejoints dans leur lutte pour l'indépendance par Puerto Rico et par les Philippines, et gagnent la bataille.

Jusqu'au dernier moment, les protectionnistes catalans refusent d'envisager la perte des colonies et la fracture du système économique national-impérial. Le FTN défend la guerre sans compromis, s'opposant à toute négociation avec les nationalistes cubains. Face à

l'annonce de la perte de leurs marchés, le FTN demande par ailleurs pour la première fois l'établissement en Catalogne d'un régime de négociation de la fiscalité, similaire à celui du Pays Basque (« concert économique »). En 1899, les exigences des fabricants sont reprises par les commerçants de Barcelone, qui entament une grève massive de l'impôt soutenue par le maire. La démarche est claire : face à un État qui ne protège plus l'identité économique nationale-impériale, les producteurs catalans adoptent l'attitude de leurs équivalents cubains. Leur opposition économique et politique à l'État central s'accompagne d'une exigence d'autonomie fiscale et administrative. Ce déploiement d'un nationalisme économique aux dimensions proprement catalanes, postérieur à 1898 et qui coexiste par la suite avec la défense catalane du protectionnisme espagnol, peut s'appuyer sur un autre type de discours protectionniste, déjà en place depuis les années 1880.

La défense économique et culturelle du travail catalan

Depuis les années 1880, les professions intellectuelles se mobilisent en effet de leur côté pour la défense du marché du travail catalan. Les membres des professions libérales et les catégories intellectuelles libres (journalistes, écrivains, producteurs de théâtre) se rejoignent dans cette mobilisation tout en participant activement à la fabrication de l'imaginaire catalaniste. En établissant la sociologie des associations culturelles catalanistes qui se développent au cours des années 1880 et 1890, l'historien Joan Lluís Marfany a pu souligner la présence écrasante des médecins et des avocats parmi leurs membres⁸. Loin de s'expliquer exclusivement par l'amour de la culture locale, cet investissement catégoriel repose aussi sur la compatibilité entre le programme culturel du catalanisme et la défense de l'identité de ces professions, comme l'illustre le cas des juristes.

À partir des années 1860, le nombre de diplômés en droit de Barcelone croît plus rapidement que le marché des services juridiques, le décalage s'empirant au cours des années de crise économique fin de siècle. Desservis par la centralisation administrative et universitaire, et face à quelques grandes familles de juristes catalans qui monopolisent les grandes affaires civiles, une plèbe de professionnels du droit, aux origines sociales plus modestes que leurs équivalents européens, peine à s'en sortir et se heurte à la faiblesse de l'État espagnol pour organiser la profession. La revendication d'une gestion décentralisée du marché libre du service juridique et des services judiciaires publics, où le catalan aurait sa

⁸ MARFANY J. LL., *La Cultura del catalanisme*, Barcelona, Empúries, 2^e ed, 1996.

place, se fortifie dès lors dans les associations professionnelles. Ces dernières deviennent des relais fondamentaux du programme catalaniste, organisant leurs revendications lors des âpres débats sur l'adoption du Code Civil espagnol (1889). Les juristes assurent alors la défense (victorieuse) du droit civil catalan, leur discours corporatiste se doublant de la production d'un imaginaire juridique des traditions et des usages régionaux⁹.

La pression pour la protection du marché du travail intellectuel catalan se retrouve dans d'autres branches de la production culturelle, dont l'impact auprès du public est beaucoup plus massif. La fréquentation et la production du théâtre, qui n'est pas limité comme les industries de l'imprimé par l'analphabétisme majoritaire, connaissent ainsi un essor très rapide. En voie de professionnalisation au cours des années 1870, les producteurs de théâtre barcelonais se heurtent cependant aux restrictions du développement du divertissement en catalan, concurrencé par les répertoires commerciaux madrilènes. Les auteurs et acteurs locaux doivent bientôt se contenter des positions d'amateurs du théâtre associatif, ou d'artistes *modernistes* sans débouché commercial. Les associations d'auteurs en appellent aux autorités locales et aux publics pour défendre le théâtre catalan au nom de sa qualité culturelle et de ses vertus civiques. Au début du siècle, les institutions municipales et provinciales de Barcelone, gouvernées par les républicains et par les catalanistes, soutiennent leur cause et adoptent leur discours : la culture catalane, éducative et patriotique, doit être protégée contre l'invasion de la culture madrilène au rabais.

Le travail d'affirmation des frontières économiques et culturelles du travail catalan, amorcé par les professions intellectuelles, circule bientôt vers d'autres catégories professionnelles. À partir de la crise fin de siècle, la démarcation entre ouvriers catalans et non catalans devient par exemple de plus en plus prégnante. Les rivalités pour l'accès au travail s'accompagnent de nouveaux discours sur les divergences culturelles et politiques entre ouvriers espagnols et catalans. De la défense du travail espagnol, le discours protectionniste est ainsi insensiblement passé à celle du travail catalan.

Conclusion

Dans les récits de l'exception espagnole, la victoire des protectionnistes est traditionnellement lue comme une explication du « retard » du développement économique du

⁹ JACOBSON S. H., *Professionalism, Corporatism and Catalanism: The legal profession in Nineteenth-Century Barcelona*, PhD Tufts University, 1998.

pays. L'ampleur des débats entre adeptes du protectionnisme et du libre-échange à partir des années 1840, tout comme la victoire finale des protectionnistes au cours des années 1890, n'apparaissent cependant aucunement spécifiques à l'Espagne. L'identité économique conformée par ces débats semble en revanche de nature plus complexe que dans d'autres pays. Les protectionnistes catalans parviennent à mobiliser l'opinion locale dans des proportions beaucoup plus importantes qu'ailleurs, à tel point que le protectionnisme finit par être identifié en Espagne à l'identité catalane. Cette capacité de mobilisation dépasse celle de quelques grands industriels, réputés imposer leurs intérêts de classe. Le succès de la diffusion de l'idéologie protectionniste repose davantage sur l'efficacité des relais entre le discours des corporations économiques et professionnelles et celui des nombreuses sociétés éducatives, politiques ou ouvrières de quartier. Il repose aussi sur un contenu idéologique attractif : d'abord associé à la préservation des libertés politiques individuelles, ce discours s'applique ensuite aux libertés catalanes, tout en défendant la cause d'un nationalisme espagnol aux dimensions impériales. Le « Désastre » de la perte des colonies en 1898 confère finalement plus de force à la dimension catalane qu'à la dimension espagnole de ce vigoureux nationalisme économique, qui persiste au XXe siècle. Alimentés par des conceptions divergentes de l'identité économique nationale et des moyens institutionnels de la défendre, les conflits en matière de politique économique et fiscale nourrissent encore aujourd'hui les différends autour de l'*Estatut* de 2006, entre autorités catalanes et espagnoles.

Publié dans laviedesidees.fr, 25 mars 2010

© laviedesidees.fr

Bibliographie complémentaire utilisée pour cet article :

Protectionnisme espagnol et catalan. Circulation des idées économiques :

ARTAL I VIDAL F., "El desarrollo del pensamiento proteccionista catalán en la segunda mitad del siglo XIX", in FUENTES QUINTANA E.dir., *Economía y economistas españoles, La economía clásica*, t.4, Galaxia Gutenberg, Barcelona, 2000, p. 543-555.

LLUCH MARTÍN E., ARGEMÍ D'ABADAL LL., "La influencia alemana en España (1800-1860): desde el cameralismo tardío a Jacob, Krause, List", in FUENTES QUINTANA E.dir., *op.cit.*, p. 451-458.

MONTAÑÉS E., *Grupos de presión y reformas arancelarias en el régimen liberal, 1820-1870*, Cádiz, Universidad de Cádiz, 2009.

PALOMA J., BRAVO M., "Victor Balaguer, la diputació catalana i la lluita pel proteccionisme (1881-1890)", in *Recerques*, n°25, 1992, p. 31-52.

SERRANO SANZ J.M., *El viraje proteccionista en la Restauración, La política comercial española, 1875-1895*, Madrid, Siglo veintiuno, 1987.

SIDNEY SMITH R., « El pensamiento económico inglés en España (1776-1848) », in FUENTES QUINTANA, *op.cit.*, p.305-338.

SOLÉ-TURA J., *Catalanisme i revolució burgesa. La síntesi de Prat de la Riba*, ed.62, Barcelona, 1967.

VILAR P., *Catalunya dins l'Espanya moderna*, ed.62, Barcelona, 1964.

Histoire atlantique de l'Espagne du XIXe siècle. "Mouvement économique" cubain :

ESTRADE P., « Cuba à la veille de l'indépendance : le mouvement économique (1890-1892). II. Bilan et essai d'interprétation », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1978, vol. 14, n°1, p. 353-380.

FRADERA J. M., *Colonias para después de un imperio*, Barcelona, Ed Bellaterra, 2005.

PORTILLO J.M., *El Sueño criollo. La formación del doble constitucionalismo en el País Vasco y Navarra, 1839-1876*, San Sebastián, Nerea, 2005.

ROLDAN DE MONTAUD I., *La Restauración en Cuba: el fracaso de un proceso reformista*, Madrid, CSIC, 2000.

SCHMIDT-NOWARA C., "Imperio y crisis colonial", PAN-MONTOJÓ J. coord., *Más se perdió en Cuba, España, 1898 y la crisis de fin de siglo*, Madrid, Alianza Editorial, 1998, p. 31-90.

Histoire de la Catalogne contemporaine et catalanisme :

FRADERA J. M., *Cultura nacional en una societat dividida. Patriotisme i cultura a Catalunya (1836-1868)*, Barcelona, Curial, 1992.

MOISAND J., *Capitales culturelles en coulisses. Madrid, Barcelone et le marché théâtral fin de siècle*, à paraître.

RIQUER B de, *La Lliga Regionalista : la burguesia catalana i el nacionalisme (1898-1904)*, Barcelona, Edicions 62, 1977.

SMITH A., *Anarchism, revolution and reaction. Catalan labour and the crisis of the Spanish State, 1898-1923*, Berghahn books, New York-Oxford, 2007.

TERMES J., *La Inmigració a Catalunya i altres estudis d'història del nacionalisme català*, Barcelona, Empúries, 1984.

UCELAY DA CAL E., *El Imperialismo catalan: Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España*, Barcelona, Edhasa, 2004.